

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/84
28 novembre 2000

(00-5102)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 15-17 NOVEMBRE 2000

Déclaration du Swaziland

Traitement spécial et différencié (G/AG/NG/W/55)

Introduction

Le Swaziland est en train de formuler sa position concernant les trois piliers de l'Accord sur l'agriculture (à savoir l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation ainsi que les questions intersectorielles que constituent les considérations autres que d'ordre commercial et le traitement spécial et différencié). À ce stade, il a été jugé opportun de faire quelques remarques préliminaires sur le document présenté par l'ANASE.

Importance du document

Le document présenté par l'ANASE contient des idées intéressantes sur le traitement spécial et différencié pour les pays en développement. On y note à juste titre que "le sous-développement même de l'agriculture dans les pays en développement limite leur capacité de mettre en œuvre des réformes au même niveau et au même rythme que les pays développés". Il est noté ensuite que le traitement différencié ne doit pas se limiter à l'octroi de délais plus longs pour la mise en œuvre des engagements mais doit aussi tenir compte de la nature, la portée et la substance de l'engagement. Le Swaziland souhaite s'associer à ces points de vues.

Subventions à l'exportation

Tout en partageant l'opinion selon laquelle les pays en développement doivent continuer de bénéficier de la flexibilité prévue en ce qui concerne les subventions à l'exportation, nous pensons qu'imposer aux pays développés d'éliminer immédiatement ces dernières et de les interdire de manière inconditionnelle est une mesure trop sévère et stricte. Nous préférons une réduction progressive surtout lorsque de telles subventions à l'exportation ont des répercussions sur le bien-être des pays en développement du point de vue de la production ou de la consommation.

Soutien interne

La suggestion selon laquelle les "pays développés doivent s'engager à faire une contribution initiale substantielle en réduisant leur soutien global et spécifique" nous pose problème, dans la mesure où cela laisse entendre que même les produits sensibles ne doivent pas être exclus. De nombreux pays en développement exportent des produits vers les pays développés dans le cadre d'arrangements préférentiels. Ils sont en mesure de développer et diversifier leurs économies en raison précisément des arrangements préférentiels qui sont liés à des mesures de soutien interne dans

./.

les pays développés. En conséquence, il faudrait se focaliser sur une réduction progressive et régulière plutôt que des contributions substantielles et des interdictions.

Accès aux marchés

Nous souscrivons au principe de la libéralisation complète du commerce des produits tropicaux moyennant les réductions des tarifs ainsi que l'élimination des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits. Nous souscrivons également aux principes de non-discrimination et de non-réciprocité dans le contexte du système généralisé de préférences puisqu'ils sont conformes à la lettre et l'esprit de la "Clause d'habilitation". Toutefois, nous tenons à souligner que les pays en développement qui ont recours à des arrangements commerciaux préférentiels pour développer leurs économies ne doivent pas être arrêtés net par cette proposition. À cet égard, nous souscrivons pleinement aux observations faites par Fidji et Maurice concernant la proposition du Groupe de Cairns reproduite sous la cote G/AG/NG/W/54.

Conclusion

Le document de l'ANASE est extrêmement utile pour fixer les idées sur le traitement spécial et différencié. On peut l'appuyer dans ses grandes lignes, mais quelques aspects doivent être examinés avec attention. Aucun pays en développement ne doit se trouver en situation de recul du fait que l'on essaye d'améliorer le bien-être d'autres pays en développement.
